



ERRATUM

**Commission paritaire pour les entreprises de
travail adapté, les ateliers sociaux et les "maat-
werkbedrijven"**

**CCT n° 159533/CO/327
du 04/06/2020**

Correction du texte français :

- L'article 6, 2°, § 1er, deuxième alinéa doit être corrigé comme suit : « Le montant de la partie variable annuelle correspond à 4 p.c. du montant visé à l'alinéa premier. Ce montant est nommé "partie variable de la prime annuelle réelle **potentielle** du bénéficiaire". »

Correction du texte néerlandais :

- L'article 8, premier alinéa doit être corrigé comme suit : « De eindejaarspremie wordt uiterlijk gestort aan de werknemers op 31 ~~december~~ **januari** van het jaar dat volgt op de refer-teperiode. »

Décision du 02 -12- 2020

ERRATUM

**Paritair Comité voor de beschutte werkplaat-
sen, de sociale werkplaatsen en de maatwerk-
bedrijven**

**CAO nr. 159533/CO/327
van 04/06/2020**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- Artikel 6, 2°, § 1, tweede lid moet als volgt verbeterd worden : « Le montant de la partie variable annuelle correspond à 4 p.c. du montant visé à l'alinéa premier. Ce montant est nommé "partie variable de la prime annuelle réelle **potentielle** du bénéficiaire". »

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- Artikel 8, eerste lid moet als volgt verbeterd worden : « De eindejaarspremie wordt uiterlijk gestort aan de werknemers op 31 ~~december~~ **januari** van het jaar dat volgt op de refer-teperiode. »

Beslissing van 02 -12- 2020

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES DE TRAVAIL ADAPTE, LES ATELIERS SOCIAUX ET LES
'MAATWERKBEDRIJVEN' (CP. 327.00)

Convention collective de travail du 4 juin 2020 relative à la prime de fin d'année dans les sociétés d'initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale agréées par la Région wallonne

CHAPITRE Ier. - Champ d'application

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des sociétés d'initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale wallonnes ressortissant à la Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté, les ateliers sociaux et les 'maatwerkbodrijven', ainsi qu'aux travailleurs qu'ils occupent.

Par travailleurs, on entend : tous les travailleurs masculins et féminins, ouvriers et employés.

CHAPITRE II. – Objet

Article 2

La présente convention collective fixe les règles de bases applicables aux employeurs et aux travailleurs visés à l'article 1^{er} concernant l'octroi d'une prime de fin d'année.

CHAPITRE III - Structure de la prime de fin d'année

Article 3

La prime de fin d'année est constituée d'une partie fixe et d'une partie variable.

Article 4

La partie fixe est constituée d'un montant forfaitaire brut indexé.

Article 5

§1. La partie variable est constituée d'un pourcentage du salaire brut du au bénéficiaire dans la période de référence telle que définie à l'article 7. Toutefois, la partie variable comporte toujours un socle incompressible en-dessous duquel on ne peut descendre afin de garantir le paiement d'une partie variable minimum.

§2. La partie variable est établie en tenant compte du nombre de jours prestés et assimilés (tels que définis à l'article 6, 2°, §3) au sein de l'entreprise.

CHAPITRE IV - Montant de la prime de fin d'année

Article 6

Le montant de la prime de fin d'année est calculé comme suit :

1° Pour la partie fixe :

§1. Un montant forfaitaire brut annuel indexé est octroyé aux travailleurs. Au 1^{er} novembre 2019, ce montant est de 106,32€.

Le montant est indexé conformément aux dispositions la convention collective de travail conclue le 30.05.2002 au sein de la commission paritaire pour les pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux relative à la liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation, enregistrée sous le numéro 63380/co/327 et rendue obligatoire par arrêté royal du 17 juin 2003 (Moniteur Belge du 5 aout 2003).

Il fait l'objet d'une communication écrite de la Présidence de la CP 327.00 en novembre de chaque année, pour information.

§2. Ce montant est calculé au prorata temporis ainsi qu'en fonction du régime de travail du bénéficiaire dans l'entreprise dans la période de référence dont question à l'article 7.

Par prorata temporis, il faut comprendre les situations où un contrat débute ou prend fin en cours de période de référence. Tout mois entamé est dû.

Par régime de travail, il faut comprendre les contrats à temps plein ou à temps partiel.

§3. La partie fixe de la prime de fin d'année est toujours due aux travailleurs, sauf mention spécifique décrite à l'article 9.

2° Pour la partie variable :

§ 1. Le montant de la partie variable se calcule sur le salaire brut relatif aux journées prestées et assimilées du travailleur dans la période de référence dont question à l'article 7.

Le montant de la partie variable annuelle correspond à 4% du montant visé à l'alinéa premier. Ce montant est nommé « partie variable de la prime annuelle réelle du bénéficiaire ».

§2. Le montant de la partie variable de la prime de fin d'année ne pourra en aucun cas être inférieur à 1/3 de la partie variable de la prime annuelle potentielle du bénéficiaire. Ce montant est nommé « socle incompressible ».

Lorsque, pour un travailleur donné, le calcul de la partie variable de sa prime de fin d'année n'atteint pas le tiers de la partie variable calculée sur la base potentielle d'une prestation complète en fonction de son régime de travail, la partie variable est relevée à ce tiers.

Par prime annuelle potentielle, il faut entendre la prime calculée sur base de prestations complètes en fonction du régime de travail du travailleur, et sans préjudice du §5.

§3. Les journées assimilées sont :

- Jours de formations professionnelles et syndicales ;
- Jours de missions syndicales ;
- Jours d'absence pour maladie ou accident de travail ;
- Jours de repos compensatoires ;
- Jours dits de « petit chômage » ;
- Jours de chômage temporaire pour des raisons économiques ;
- Jours de congé de maternité ;
- Jours de congé de paternité.

Par jours de chômage temporaire pour des raisons économiques, il faut entendre la période de suspension du contrat de travail au sens des articles 51 et 77/4 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Par jours de congé de maternité, il faut entendre le congé visé à l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

Par jours de congé de paternité, il faut entendre la période d'absence visée à l'article 30, §2 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§4. L'assimilation dans le calcul de la partie variable de la prime de fin d'année mentionnée au §3 doit être comprise comme la prise en compte, dans l'addition des jours prestés et assimilés, du salaire qui aurait été normalement perçu par le travailleur s'il avait travaillé ces jours-là.

§5. Pour les personnes malades de longue durée, seuls les 6 premiers mois d'incapacité consécutifs ouvrent le droit au socle incompressible.

Si le travailleur a été malade plus de 6 mois entiers consécutifs, le calcul se fera sur une base potentielle qui exclura les jours d'absence pour maladie qui vont, sans interruption, au-delà des 6 premiers mois consécutifs, dans la période de référence.

CHAPITRE V - Modalités

Article 7

La période de référence pour l'octroi de la prime de fin d'année est la période allant du 1^{er} décembre de l'année précédente au 30 novembre de l'année pour laquelle la prime est due.

Article 8

La prime de fin d'année est versée aux travailleurs au plus tard le 31 janvier de l'année qui suit la période de référence.

En cas de rupture du contrat en cours d'année, la prime de fin d'année proratisée est payée en même temps que le pécule de vacances de sortie.

Article 9

Les travailleurs licenciés pour faute grave perdent le droit à la prime de fin d'année.

Article 10

Des conventions collectives de travail d'entreprise fixant d'autres modalités plus avantageuses que celles prévues dans la présente convention collective de travail peuvent être conclues.

CHAPITRE VI - Validité et dispositions finales

Article 11

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un délai de préavis de 6 mois. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée adressée au président de la CP 327.00.

Article 12

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 4 juni 2020 betreffende de eindejaarspremie in de ondernemingen voor initiatieven voor werkgelegenheidsontwikkeling in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, erkend door het Waals Gewest

HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers van de Waalse ondernemingen voor initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel die onder het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen, de sociale werkplaatsen en de maatwerkbedrijven ressorteren, en op de werknemers die er tewerkgesteld zijn.

Onder "werknemers" verstaat men: de mannelijke en de vrouwelijke arbeiders en bedienden.

HOOFDSTUK II. - Onderwerp

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst legt de basisregels vast die van toepassing zijn op de in artikel 1 bedoelde werkgevers en werknemers inzake de toekenning van een eindejaarspremie.

Hoofdstuk III – Structuur van de eindejaarspremie

Artikel 3

De eindejaarspremie bestaat uit een vast deel en een variabel deel.

Artikel 4

Het vaste deel bestaat uit een geïndexeerd bruto forfaitair bedrag.

Artikel 5

§1. Het variabele deel bestaat uit een percentage van het brutoloon dat aan de begunstigde is verschuldigd tijdens de referteperiode zoals bepaald in artikel 7. Het variabele deel omvat echter steeds een vast minimumbedrag waaronder men niet mag zakken om de betaling te waarborgen van een minimum variabel deel.

§ 2. Het variabele deel wordt bepaald rekening houdend met het aantal gepresteerde en gelijkgestelde dagen (zoals bepaald in artikel 6, 2°, § 3) binnen de onderneming.

HOOFDSTUK IV - Bedrag van de eindejaarspremie

Artikel 6

Het bedrag van de eindejaarspremie wordt als volgt berekend:

1° Voor het vaste deel:

§ 1. Er wordt een geïndexeerd jaarlijks bruto forfaitair bedrag toegekend aan de werknemers. Op 1 november 2019 bedroeg dit 106,32€.

Het bedrag wordt geïndexeerd conform de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst die is gesloten op 30.05.2002 binnen het Paritair Comité voor de beschutte en de sociale werkplaatsen betreffende de koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, geregistreerd onder het nummer 63380/co/327 en algemeen verbindend verklaard door het koninklijk besluit van 17 juni 2003 (Belgisch Staatsblad van 5 augustus 2003).

Dit bedrag wordt ter informatie schriftelijk meegedeeld door het voorzitterschap van het PC 327.00 in november van elk jaar.

§ 2. Dit bedrag wordt berekend prorata temporis en in functie van de arbeidsregeling van de begunstigde in de onderneming tijdens de referteperiode waarvan sprake in artikel 7.

Onder prorata temporis moet men de situaties verstaan, waarin een overeenkomst van start gaat of eindigt tijdens de referteperiode. Voor elke begonnen maand moet betaald worden.

Onder arbeidsregeling moet men de voltijdse of deeltijdse overeenkomsten verstaan.

§3. Het vaste deel van de eindejaarspremie moet steeds betaald worden aan de werknemers, tenzij dit specifiek anders is bepaald in artikel 9.

2° Voor het variabele deel:

§ 1. Het bedrag van het variabele deel wordt berekend op basis van het brutoloon betreffende de gepresteerde en gelijkgestelde dagen van de werknemer in de referteperiode waarvan sprake in artikel 7.

Het bedrag van het jaarlijkse variabele deel stemt overeen met 4% van het bedrag bedoeld in het eerste lid. Dit bedrag wordt het "variabele deel van de potentiële jaarlijkse premie van de begunstigde" genoemd.

§ 2. Het bedrag van het variabele deel van de eindejaarspremie mag geenszins lager zijn dan 1/3 van het variabele deel van de potentiële jaarlijkse premie van de begunstigde. Dit bedrag wordt het "minimum basisbedrag" genoemd.

Wanneer voor een bepaalde werknemer de berekening van het variabele deel van zijn eindejaarspremie niet ten minste even hoog is als het derde deel van het variabele deel dat wordt berekend op de potentiële basis van een volledige prestatie in functie van zijn arbeidsregeling, dan wordt het variabele deel verhoogd tot dit derde.

Onder potentiële jaarpremie moet men de premie verstaan die wordt berekend op basis van de volledige prestaties in functie van de arbeidsregeling van de werknemer, dit onverminderd §5.

§ 3. De gelijkgestelde dagen zijn:

- De dagen beroeps- en vakbondsopleiding;
- De dagen voor vakbondsopdrachten;
- De dagen afwezigheid wegens ziekte of arbeidsongeval;
- De inhaalrustdagen;
- De dagen voor het zogenaamde «kort verzuim»;
- De dagen tijdelijke werkloosheid om economische redenen;
- De dagen moederschapsverlof;
- De dagen vaderschapsverlof;

Onder dagen tijdelijke werkloosheid om economische redenen moet worden verstaan: de periode van schorsing van de arbeidsovereenkomst in de zin van de artikelen 51 en 77/4 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Onder dagen moederschapsverlof moet worden verstaan: het verlof bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971.

Onder dagen vaderschapsverlof moet worden verstaan: de afwezigheidsperiode bedoeld in artikel 30, § 2 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

§4. De gelijkstelling in de berekening van het variabele deel van de eindejaarspremie die wordt vermeld in §3, moet verstaan worden als het feit dat men, bij het maken van de som van de gepresteerde en gelijkgestelde dagen, rekening houdt met het loon dat de werknemer normaal gezien zou hebben ontvangen, als hij die dagen had gewerkt.

§5. Voor de langdurig zieken geven alleen de 6 eerste opeenvolgende maanden ongeschiktheid recht op het minimum basisbedrag.

Als de werknemer langer dan 6 opeenvolgende volle maanden ziek is geweest, zal de berekening gebeuren op een potentiële basis, waarbij de dagen van afwezigheid wegens ziekte worden uitgesloten die zonder onderbreking de 6 opeenvolgende eerste maanden overschrijden in de referteperiode.

HOOFDSTUK V - Voorwaarden

Artikel 7

De referteperiode voor de toekenning van de eindejaarspremie is de periode die loopt van 1 december van het voorgaande jaar tot 30 november van het jaar waarvoor de premie verschuldigd is.

Artikel 8

De eindejaarspremie wordt uiterlijk gestort aan de werknemers op 31 december van het jaar dat volgt op de referteperiode. *januari*

Wanneer de overeenkomst wordt verbroken tijdens het jaar, wordt de eindejaarspremie verhoudingsgewijs betaald, gelijktijdig met het vertrekvakantiegeld.

Artikel 9

De werknemers die wegens dwingende reden ontslagen werden, verliezen het recht op de eindejaarspremie.

Artikel 10

Er kunnen collectieve arbeidsovereenkomsten op ondernemingsniveau worden gesloten tot vaststelling van gunstigere modaliteiten dan diegene waarin voorzien is in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK VI: Geldigheid en slotbepalingen

Artikel 11

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1^{ste} januari 2020 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan worden opgezegd door elke partij met inachtneming van een opzeggingstermijn van 6 maanden. De opzegging moet worden betekend per aangetekende brief gericht aan de voorzitter van PC 327.00.

Artikel 12

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de ondertekening door de voorzitter en de secretaris van de door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.